Questions préjudicielles

L'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard peuvent-ils suggérer, au moyen de l'apparence, de la description ou d'une représentation graphique, la présence d'un ingrédient déterminé alors qu'il est en fait absent de cette denrée et que cette absence ressort uniquement de la liste des ingrédients visée à l'article 3, paragraphe 1, point 2, de la directive 2000/13/CE ⁽¹⁾?

⁽¹⁾ Directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 mars 2000, relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard, JO L 109, p. 29, telle que modifiée en dernier lieu par la directive 2013/20/CE du Conseil, du 13 mai 2013, portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et de la politique vétérinaire et phytosanitaire, du fait de l'adhésion de la République de Croatie, JO L 158, p. 234.

Demande de décision préjudicielle présentée par le Fővárosi Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság (Hongrie) le 22 avril 2014 — János Kárász/Nyugdíjfolyósító Igazgatóság

(Affaire C-199/14)

(2014/C 245/05)

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Fővárosi Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: János Kárász

Partie défenderesse: Nyugdíjfolyósító Igazgatóság

Question préjudicielle

Est-il possible d'interpréter l'article 17 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en ce sens que la cessation, l'interruption ou la suspension du paiement d'une pension acquise à raison de l'âge représente une ingérence dans le droit de propriété garanti par ledit article 17?

Demande de décision préjudicielle présentée par le Tatabányai Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság (Hongrie) le 23 avril 2014 — István Tivadar Szabó/Nemzeti Adó- és Vámhivatal Közép- magyarországi Regionális Adó Főigazgatósága

(Affaire C-204/14)

(2014/C 245/06)

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Tatabányai Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: István Tivadar Szabó

Partie défenderesse: Nemzeti Adó- és Vámhivatal Közép-magyarországi Regionális Adó Főigazgatósága

Questions préjudicielles

1) Le juge national, dans un litige en matière administrative, ayant pour objet le contrôle juridictionnel d'une décision prise par l'autorité administrative nationale sur la base d'un recours de la personne privée intéressée, est-il tenu d'examiner la question de savoir si les règles de l'État membre indiquées à titre de fondement de la décision administrative sont contraires à une disposition de droit de l'Union ayant un effet direct et par ailleurs pertinente dans l'affaire en cause?

- 2) S'il convient de donner une réponse positive à la première question, cette obligation pèse-t-elle d'office sur le juge national, ou seulement si l'une des parties invoque expressément la violation du droit de l'Union?
- 3) Faut-il interpréter les articles 26, paragraphe 2, 35 et 56 TFUE en ce sens qu'est incompatible avec ces dispositions une réglementation nationale comme celle des articles 24/C et 24/D de l'adózási rendjéről szóló 2003. évi XCIII. törvény (loi XCIII de 2003 portant organisation de la fiscalité) sur la base de laquelle une société de droit hongrois qui exerce une activité commerciale dans d'autres États membres de l'Union européenne ne peut employer comme dirigeant de la société un ressortissant hongrois pour la seule raison qu'il a exercé auparavant la même fonction de direction dans une autre entreprise hongroise exerçant son activité sur le marché domestique et que cette autre société a accumulé un passif fiscal, alors que l'accumulation de ce passif fiscal n'était pas imputable au citoyen hongrois concerné en tant qu'ancien dirigeant de ladite société?

Demande de décision préjudicielle présentée par la Kúria (Hongrie) le 12 mai 2014 — Weltimmo s.r.o./Nemzeti Adatvédelmi és Információszabadság Hatóság

(Affaire C-230/14)

(2014/C 245/07)

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Kúria

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Weltimmo s.r.o.

Partie défenderesse: Nemzeti Adatvédelmi és Információszabadság Hatóság

Questions préjudicielles

- 1) L'article 28, paragraphe 1, de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (¹) (ci-après la «directive 95/46») peut-il être interprété en ce sens que les dispositions du droit national sont applicables, sur le territoire d'un premier État membre, à l'égard d'un responsable de traitement exploitant un site Internet d'annonces immobilières et établi exclusivement dans un second État membre, qui publie également des annonces concernant des biens immobiliers situés dans le premier État membre et dont les propriétaires communiquent leurs données à caractère personnel vers l'outil (serveur) de stockage et de traitement des données, situé dans le second État membre, de l'exploitant du site Internet?
- 2) Peut-on interpréter l'article 4, paragraphe 1, sous a), de la directive 95/46, à la lumière des considérants 18 à 20, de l'article 1er, paragraphe 2, et de l'article 28, paragraphe 1, de cette même directive, en ce sens que l'autorité nationale — hongroise — chargée de la protection des données et de la liberté de l'information (Nemzeti Adatvédelmi és Információszabadság Hatóság, ci-après l'«autorité chargée de la protection des données») ne peut pas appliquer la loi hongroise relative à la protection des données, en tant que droit national, à l'égard de l'exploitant d'un site Internet d'annonces immobilières qui est exclusivement établi dans un autre État membre, même lorsque celui-ci publie des annonces concernant des biens immobiliers situés en Hongrie dont les propriétaires, selon toute vraisemblance, communiquent les données à partir du territoire de la Hongrie vers l'outil (serveur) de stockage et de traitement des données, situé dans cet autre État membre, de l'exploitant du site Internet?
- 3) Le point de savoir si un service offert par un responsable de traitement exploitant un site Internet est tourné vers le territoire d'un autre État membre revêt-il de la pertinence aux fins de l'interprétation?
- 4) Le point de savoir si les données concernant les biens immobiliers situés sur le territoire de cet autre État membre, ou les données à caractère personnel de leurs propriétaires, ont effectivement été téléchargées à partir du territoire de cet État membre, revêt-il de la pertinence aux fins de l'interprétation?
- 5) Le fait que les données à caractère personnel liées à ces biens immobiliers soient les données à caractère personnel de citoyens d'un autre État membre revêt-il de la pertinence aux fins de l'interprétation?
- 6) Le fait que les propriétaires de l'entreprise établie en Slovaquie aient une résidence en Hongrie revêt-il de la pertinence aux fins de l'interprétation?